



Communes de Feillens (01) RD 933

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE, DE FINANCEMENT ET DE MAINTENANCE ULTERIEURE

Relative à l'aménagement du carrefour entre la RD 933, la route des Baisses et la route de Passant

Entre :

Le Département de l'Ain,

Représenté par Monsieur Jean DEGUERRY, agissant en qualité de Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet, en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental

Ci-après désigné « **le Département** »

Et :

La Commune de Feillens,

Représentée par Monsieur Guy BILLOUDET, agissant en qualité de Maire de la Commune, dûment habilité à cet effet, en vertu de la délibération du conseil municipal de la Commune

Désignée ci-après par « **la Commune** »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Commune de Feillens a attiré l'attention du Département sur le carrefour de la RD 933 avec les voies communautaires (de propriété communale), du Passant et des Baisses situé juste au nord de la commune après la sortie d'agglomération.

La RD 933 est l'itinéraire structurant de la partie ouest de la Bresse, qui assure la liaison des pôles urbains et économiques locaux (Pont de Vaux, Manziat, Feillens, Replonges, ...) vers le bassin mâconnais pourvoyeur d'emplois. Outre le trafic pendulaire très marqué, ce dernier reste dense en journée, et les limitations de vitesse en entrée d'agglomération ne sont pas nécessairement respectées.

Le carrefour, du type « tourne-à-gauche », dessert actuellement, à l'est (route de Passant) la déchetterie, quelques activités (deuxième accès) et occasionnellement le terrain de moto-cross, et à l'ouest (route des Baisses) une activité logistique-maraîchère et un quartier pavillonnaire.

Le projet du réaménagement de ce carrefour consiste à sécuriser et à marquer l'entrée d'agglomération en aménageant l'intersection avec deux tourne-à-gauche avec ilots.

Le panneau d'entrée de l'agglomération sur la RD 933 à l'entrée de Feillens depuis Manziat sera déplacé afin de diminuer les vitesses pratiquées.

Enfin, les cheminements modes actifs présents actuellement sur la commune seront prolongés et seront compatibles avec un futur projet modes actifs le long de la RD 933 hors agglomération.

Il a été ensuite convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions administratives, techniques et financières d'étude, de réalisation et de maintenance ultérieure de l'aménagement du carrefour entre la RD 933, la route des Baisses et la route de Passant sur la commune de Feillens.

Elle définit les engagements réciproques de chacune des parties pour ce qui concerne :

- Le portage de la maîtrise d'ouvrage ;
- les modalités de financement ;
- les modalités de mise à disposition des emprises foncières et d'exécution des travaux ;
- les conditions d'entretien, d'exploitation et de maintenance ultérieure de l'aménagement décrit à l'article 2.

Les obligations d'ordre général des parties sont fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Description de l'aménagement

La convention porte sur l'aménagement du carrefour entre la RD 933, la route des Baisses et la route de Passant selon le plan joint en annexe n°1.

Le programme comprend :

- La création d'îlots en béton coloré bordurés (type I franchissables) pour matérialiser les tourne-à-gauche ;
- La reprise des amorces des voies secondaires avec la mise en place de bordures ;
- La mise en place d'une limitation de vitesse à 50km/h en déplaçant la limite d'agglomération ;
- Le remplacement du régime de « cédez-le-passage » (AB3a) des Route des Baisses et Route de Passant par un régime de priorité de « STOP » (AB4) ;
- Le prolongement de l'aménagement des modes actifs de la traversée d'agglomération actuelle
 - 1/ Côté Ouest, depuis l'intersection ;
 - 2/ Côté Est, jusqu'au niveau du parking où se trouvent des commerces (produits fermiers, bar à vins, poissonnerie).
- La réalisation d'une traversée piétonne et modes actifs ;
- la réalisation d'accotements ;
- la signalisation horizontale,
- la signalisation verticale réglementaire ;
- les finitions diverses (végétalisation...) ;

Toute modification substantielle de l'aménagement devra faire l'objet d'un accord préalable des parties, et pourra donner lieu à un avenant. En particulier les articles 4 « planning prévisionnel de l'opération », et 7 « charges d'investissement » pourront être modifiés en cas d'évolution du programme.

Article 3 : Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

L'aménagement d'un carrefour à l'intersection de voies relevant simultanément de la compétence de trois maîtres d'ouvrage, il est décidé, en application de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique, de désigner le Département comme maître d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble de cet aménagement jusqu'à la réception et à sa mise en service.

La maîtrise d'œuvre sera assurée en régie par le Département.

Article 4 : Planning prévisionnel de l'opération

La durée prévisionnelle de réalisation de l'opération est la suivante :

- Etudes d'avant-projet : 4^e trimestre 2024 / 1^{er} trimestre 2025
- Travaux : 2^e trimestre 2025 / 3^{ème} trimestre 2025

Le démarrage des travaux est conditionné au financement de l'opération par les deux parties ainsi qu'à la réalisation des dévoiements de réseaux et des acquisitions foncières à l'amiable. La durée prévisionnelle des travaux est de trois mois, hors période de préparation et dévoiements de réseaux.

Article 5 : Occupations temporaires et acquisitions foncières

a. Occupation temporaire domaine public de la commune

La Commune autorise le Département, sur sa demande expresse, à occuper, à titre essentiellement précaire et révocable et à ses frais, risques et périls, le domaine communal route des Baisses et route de Passant, pour réaliser l'aménagement décrit à l'article 2.

L'autorisation est consentie sur la zone du domaine public communal délimitée en annexe n°2 pendant la durée des travaux définie par la convention.

Cette occupation est attribuée à titre gratuit.

Des états des lieux contradictoires seront réalisés avec la Commune avant prise de possession des terrains par l'entreprise mandatée par le Département.

b. Occupation temporaire domaine privé de la commune

La Commune autorise le Département et toute personne ou entreprise mandatée par lui, à occuper son domaine privé, à titre essentiellement précaire et révocable et à ses frais, risques et périls, pour réaliser l'aménagement décrit à l'article 2.

L'autorisation est consentie sur la zone du domaine privé communal délimitée en annexe n°3 pendant la durée des travaux définie par la convention.

Cette occupation est attribuée à titre gratuit.

Des états des lieux contradictoires seront réalisés avec la Commune avant prise de possession des terrains par l'entreprise mandatée par le Département.

A l'issue des travaux, l'intervention d'un géomètre permettra de définir la partie destinée au domaine public départemental (le long de la RD 933).

c. Acquisitions foncières

Les acquisitions ou échanges de terrains nécessaires aux aménagements décrits à l'article 2 sont conduits et réalisés par le Département, et l'emprise résultante est conforme aux dispositions de l'article 8 sur le statut et la domanialité ultérieurs des aménagements.

Les surfaces actuellement présentes dans le domaine privé communal et nécessaires à l'aménagement conformément à l'annexe n°3 seront remises gratuitement au Département.

A la fin des travaux et dès leurs ouvertures au public, les aménagements et ouvrages réalisés sont exploités et entretenus conformément aux dispositions décrites dans l'article 9.

Article 6 : Charges d'investissement

a. Principes de financement

Les parties s'engagent à financer les dépenses réelles des phases études et travaux de l'opération décrite à l'article 2, objet de la présente convention, selon les clés de répartition fixées ci-après. En cas de modification

du programme nécessitant des reprises d'études et occasionnant des surcoûts, un avenant sera conclu entre les parties pour prendre en compte les délais et surcoûts supplémentaires.

La commune prend à sa charge l'intégralité du coût des travaux liés aux modes actifs, ainsi que les frais fonciers, les frais de maîtrise d'ouvrage (MOA) et de maîtrise d'œuvre (MOE) afférents.

b. Assiette de financement

Les éléments ci-après précisent le calcul du montant prévisionnel d'assiette Hors Taxes du coût global des études, des travaux, des frais fonciers, des frais de (MOA) et de (MOE) pour l'aménagement décrit à l'article 2.

Montant des études et frais externalisés

Au stade de l'établissement de la convention, le montant prévisionnel des études externalisées s'élève à 18 000 € HT. Elles comprennent notamment le levé topographique, le géoréférencement des réseaux, le contrôle en teneur HAP des enrobés, la coordination SPS.

Montant des frais liés au foncier

Au stade de l'établissement de la convention, le montant prévisionnel des frais fonciers nécessaires aux aménagements modes actifs s'élève à 2 150 € HT

Ils comprennent notamment les actes administratifs, la vente et indemnisation éventuelles (150 €) et l'intervention du géomètre (2 000 €).

Montant des travaux

Au stade de l'établissement de la convention, le montant prévisionnel des travaux hors modes actifs est fixé à 283 000 € HT, tandis que celui des travaux pour les modes actifs est fixé à 37 000 € HT. Ils servent de base au calcul des frais de MOA et MOE.

Les travaux liés aux modes actifs incluent :

- La préparation du terrain (nettoyage, décapage...)
- Les déblais/ remblais nécessaires pour réaliser les modes actifs
- La mise en œuvre de la couche de roulement
- La pose de bordures type P1

Remboursement des frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre assurés par le Département

Les frais de MOE et de MOA sont fixés respectivement à 4 % du montant hors taxes des travaux, soit un total de 8% du montant hors taxes des travaux.

Au stade de l'établissement de la convention, les frais prévisionnels de MOE et de MOA sont estimés à 22 640 € HT pour les aménagements hors modes actifs et à 2 960 € HT pour les aménagements modes actifs.

Montant prévisionnel de l'opération

Au stade de l'établissement de la convention, le montant prévisionnel de l'opération, incluant les études externalisées, les frais de MOA et de MOE, les travaux et les frais liés au foncier s'élève à 365 750 € HT (valeur septembre 2024), soit 433 750 € TTC.

	€ HT	€ TTC
Etudes et frais divers externalisés	18 000	21 600
Frais fonciers hors modes actifs	0	0
Frais fonciers modes actifs	2 150	2 550
Travaux hors modes actifs	283 000	339 600
Travaux modes actifs	37 000	44 400
Frais MOE + MOA hors aménagements modes actifs (8% travaux)	22 640	22 640
Frais MOE + MOA aménagements modes actifs (8% travaux)	2 960	2 960
Montant prévisionnel total de l'opération	365 750	433 750
Montant prévisionnel total des aménagements modes actifs	42 110	49 910
Montant prévisionnel total des aménagements hors modes actifs	323 640	383 840

Après achèvement des prestations et des travaux par les entreprises titulaires des marchés et autres contrats, admission et réception des prestations et des travaux, un réajustement, en plus ou en moins du montant annoncé ci-dessus, est effectué sur la base des dépenses réellement constatées et les frais de MOE et MOA seront redéfinis en conséquence. Les parties s'engagent à financer ces dépenses réelles selon les clés de répartition fixées ci-après.

c. Plan de financement

Les Parties s'engagent à financer l'opération objet de la présente selon les clés de répartition suivantes :

Besoin de financement hors aménagement modes actifs

	Clé de répartition	Montant prévisionnel (HT)
Département	50 %	161 820 €
Commune	50 %	161 820 €
TOTAL	100 %	323 640 €

Besoin de financement aménagement modes actifs

	Clé de répartition	Montant prévisionnel (HT)
Département	0 %	
Commune	100 %	42 110 €
TOTAL	100 %	42 110 €

Financement global

Au global, au stade d'établissement de la convention, les Parties s'engagent à financer les montants prévisionnels suivants :

	Montant prévisionnel (HT)
Département	161 820 €
Commune	203 930 €
TOTAL	365 750 €

Le Département assurera l'avance de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Article 7 : Appels de fonds

a. Modalités de versement des fonds

Le Département procède aux appels de fonds correspondant à l'opération, selon la clé de répartition définie à l'article 6.

Les contributions sont versées en deux fois selon l'échéancier ci-après et sur présentation des titres de recettes correspondants :

- A la notification de la période de préparation du marché de travaux : 50 % de la participation ;
- le solde de la participation, après achèvement de l'intégralité des travaux, qui permettront de déterminer le montant définitif de l'assiette de financement, conformément à l'article 6.

Pour accompagner cette demande, le Département présente :

- Le relevé détaillé de dépenses final sur la base des dépenses acquittées,
- Le rapport final des études et tous les documents de synthèse dans leur version définitive, sur format numérique.

	Adresse d'envoi des factures fournisseurs ou des titres de perception	Service administratif responsable du suivi des factures et des titres de perception	
		Nom du service	N° téléphone / mail
Département de l'Ain Direction des mobilités 45 avenue Alsace Lorraine CS10114 01000 BOURG EN BRESSE	mobilites.budget@ain.fr	DGATE/ DM service administratif et financier – Pole budget	04 74 47 05 38
Commune de Feillens Mairie Rue de l'Eglise - BP n°2 01 570 Feillens	commune-de- feillens@wanadoo.fr	Service comptabilité	03 85 36 17 00

Les collectivités fourniront les codes CHORUS des engagements correspondant à leur contribution dès la mise en œuvre de la convention et, en tout état de cause, avant la première échéance telle que prévue dans le présent article.

Le paiement des appels de fonds sera effectué par virement sur le compte bancaire du Département, dont les références figurent en annexe n°5.

Les factures seront réglées dans un délai de 45 jours à compter de la date d'émission de la facture d'appel de fonds.

b. Identification

	N° SIRET
Département de l'Ain	220 100 010 00010
Commune de Feillens	210 101 598 00014

Article 8 : Remise des ouvrages et statut des ouvrages créés

Après achèvement des travaux, le Département adressera aux cocontractants un dossier de récolement composé des plans d'exécutions des ouvrages, accompagnés des notes de calculs.

L'ensemble des plans sera fourni sous format informatique. Le type de fichier informatique requis est le format .dwg.

Une partie des terrains accueillant les aménagements décrits à l'article 2, seront, à la fin des travaux, destinés à entrer dans le domaine public, tous domaines confondus.

Les domaines publics seront délimités comme suit :

- La RD 933 (y compris trottoir ou accotement) restera dans le domaine public départemental ;
- La route des Baisses et la route de Passant (y compris trottoir ou accotement) resteront dans le domaine public communal ;

Un plan joint en annexe n°2 précise les limites de domaines après travaux.

La remise des ouvrages fera l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre le Département et chacun des cocontractants intéressés.

Cette remise entraîne le transfert de la garde et de l'entretien des ouvrages au cocontractant concerné.

En toute hypothèse, à défaut de toute diligence visant à formaliser la remise des ouvrages, leur mise à disposition au cocontractant concerné entraînera le transfert de la garde, ainsi que de toutes les responsabilités en découlant.

Article 9 : Charges d'entretien et de fonctionnement

Le plan en annexe n°4 délimite les différentes zones d'entretien.

a. Charges d'entretien assurées par le Département

Le Département assure :

- l'entretien et la réfection de la couche de roulement de la route départementale n° 933 ;
- le déneigement des routes départementales ;
- l'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle du réseau routier départemental, à l'exception de ceux qui sont la conséquence d'un choix esthétique particulier de la Communauté de Communes ou des Communes, qui sera dans ce cas, à leur charge ;

- l'entretien, le remplacement et le déplacement éventuel des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération, à l'exclusion d'initiative communale ;
- l'entretien de la signalisation directionnelle et de la signalisation de police hors agglomération
- le renouvellement de la signalisation horizontale à l'axe de la chaussée et relative aux régimes de priorités ;
- le fauchage des accotements enherbés hors agglomération sans trottoir pour garantir la visibilité nécessaire au maintien de la sécurité routière, avec un maximum de trois fois par an,
- l'entretien et le curage des fossés hors agglomération le long de la RD 933 ;

b. Charges d'entretien assurées par la commune de Feillens

La **Commune** assure :

- les charges d'entretien, de la route des Baisses et ses équipements associés,
- les charges d'entretien, de la route de Passant et ses équipements associés,
- l'entretien de la signalisation verticale en agglomération,
- l'entretien des dépendances de la RD 933 en agglomération,
- l'entretien des ilots,
- le renouvellement de la signalisation horizontale en agglomération, hormis l'axe de la chaussée et celle relative aux régimes de priorités ;
- l'entretien des dispositifs d'assainissement dans son réseau communal,
- les charges d'entretien, d'exploitation et de fonctionnement des équipements électriques (éclairage public, vidéo protection...)
- les plantations et les espaces verts sur son périmètre communal

Article 10 : Responsabilité

Le Département a la charge tant de la conception que de la réalisation du réaménagement du carrefour faisant l'objet du présent contrat.

Il assumera les responsabilités inhérentes à sa qualité de maître d'ouvrage tant à l'égard des tiers que des co-contractants dans les limites de l'exercice de sa mission définie dans la présente convention.

A la remise complète des ouvrages réalisés, telle que prévue à l'article 8, chaque co-contractant se verra transférer la responsabilité des aménagements dont la propriété lui a été transmise.

Article 11 : Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal administratif de Lyon.

Article 12 – Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature de la dernière partie signataire.

Les modalités d'entretien s'appliquent tant que les aménagements décrits à l'article 2 resteront en service.

Les dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage prennent fin à la levée de toutes les réserves.

Annexes

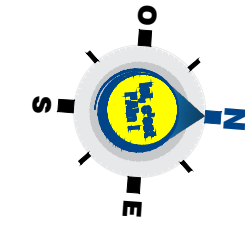
- a. **Annexe n°1 : Plan de l'aménagement**
- b. **Annexe n°2 : Plans des propriétés domaniales**
- c. **Annexe n°3 : Plans des emprises foncières**
- d. **Annexe n°4 : Plan des zones d'entretien ultérieur**
- e. **Annexe n°5 : Références bancaires du Département de l'Ain**

A Bourg-en-Bresse, le

Le Président du Conseil Départemental

A Feillens, le

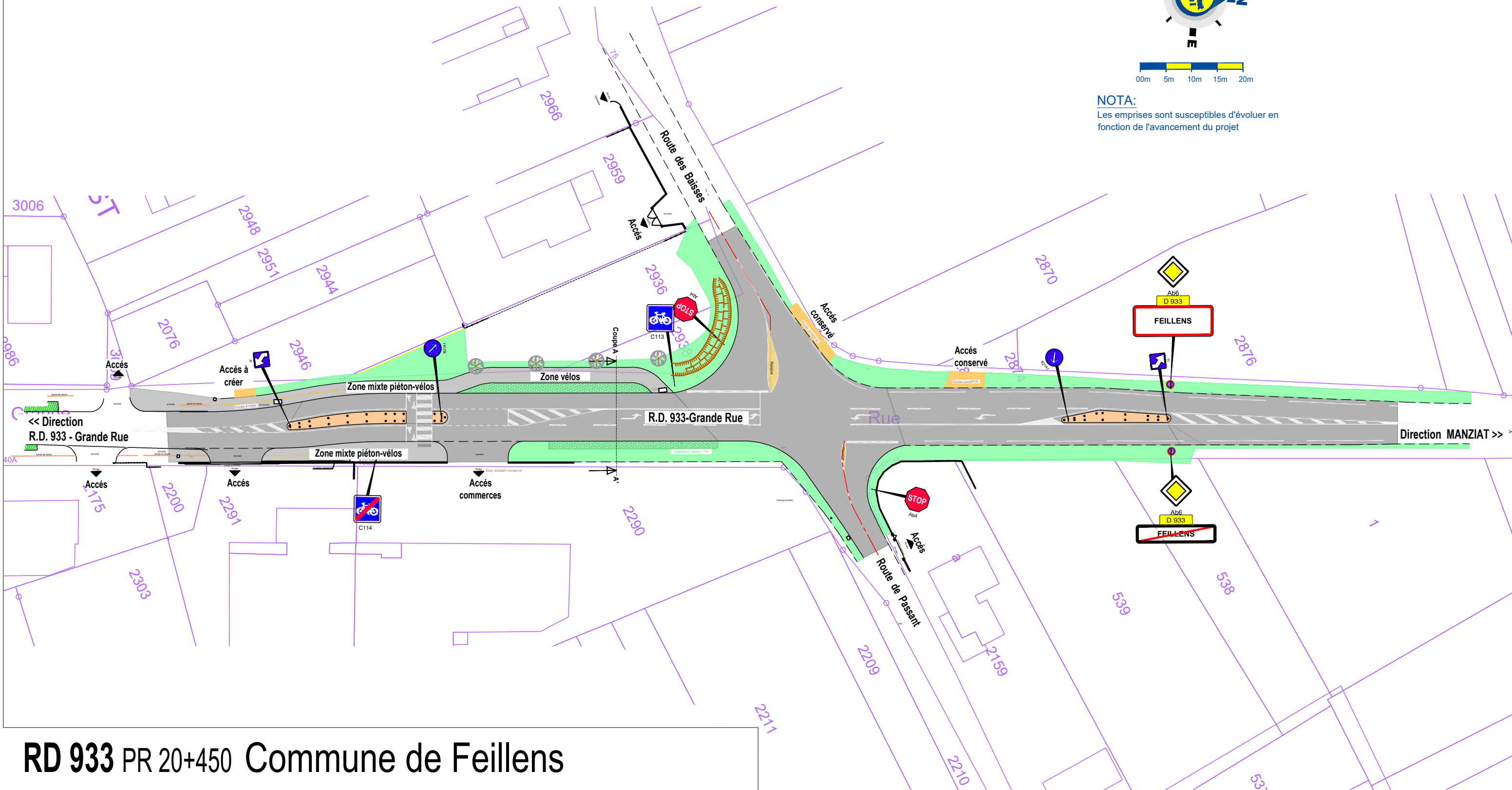
Le Maire de la commune de Feillens.



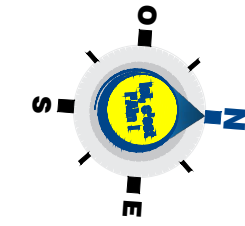
00m 5m 10m 15m 20m

NOTA:

Les emprises sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'avancement du projet



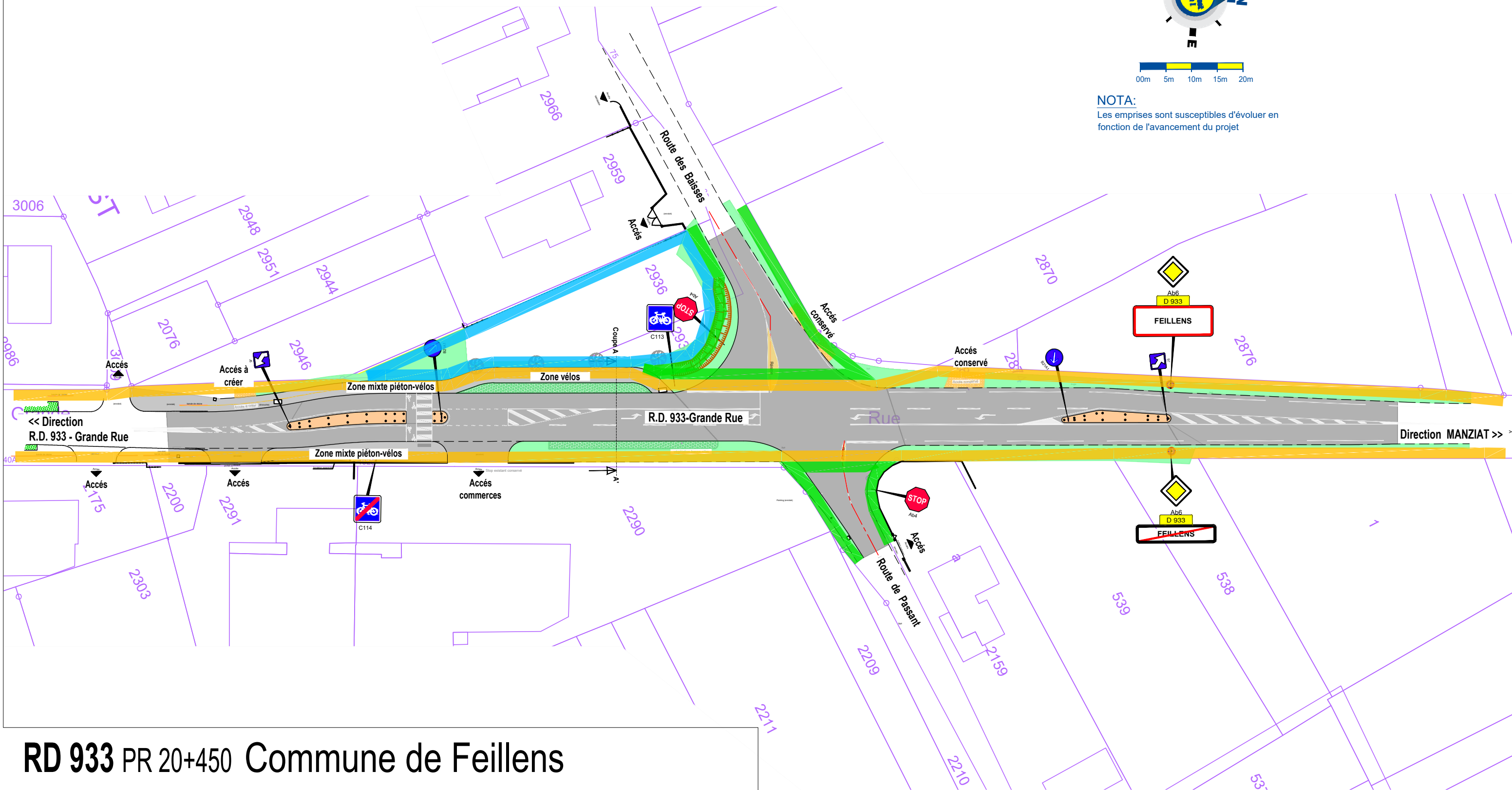
RD 933 PR 20+450 Commune de Feillens
Aménagement d'un Tourne à Gauche (TAG)
Plan de l'aménagement
Octobre 2024



00m 5m 10m 15m 20m

NOTA:

Les emprises sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'avancement du projet

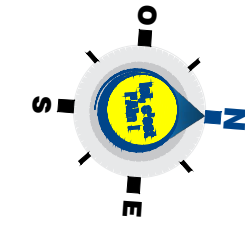


RD 933 PR 20+450 Commune de Feillens

Aménagement d'un Tourne à Gauche (TAG)

Plan des propriétés domaniales

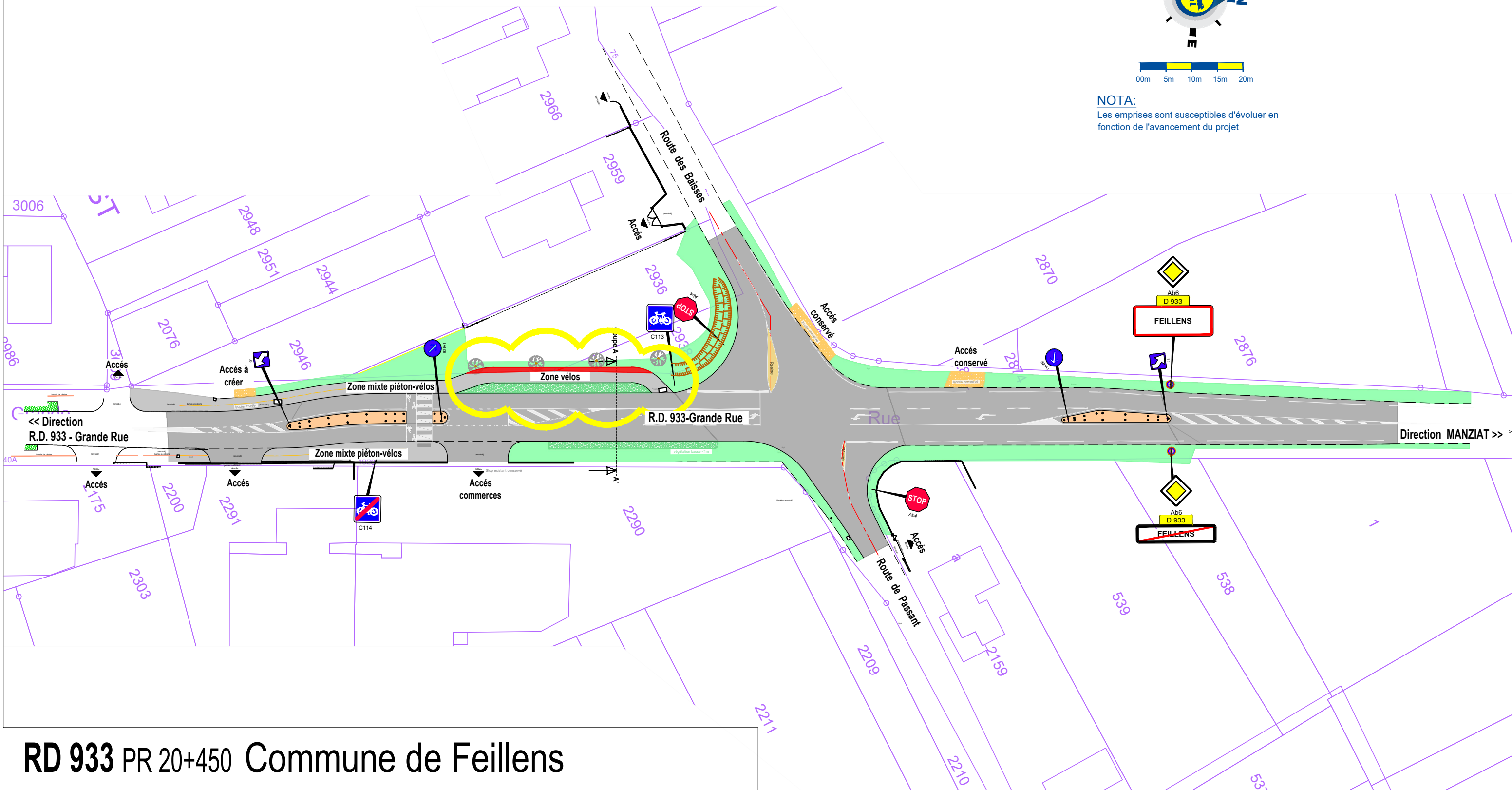
Octobre 2024



00m 5m 10m 15m 20m

NOTA:

Les emprises sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'avancement du projet



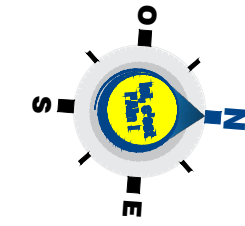
B 2936: 16 m² environ
B 2938: 16 m² environ

RD 933 PR 20+450 Commune de Feillens

Aménagement d'un Tourne à Gauche (TAG)

Plan des emprises foncières

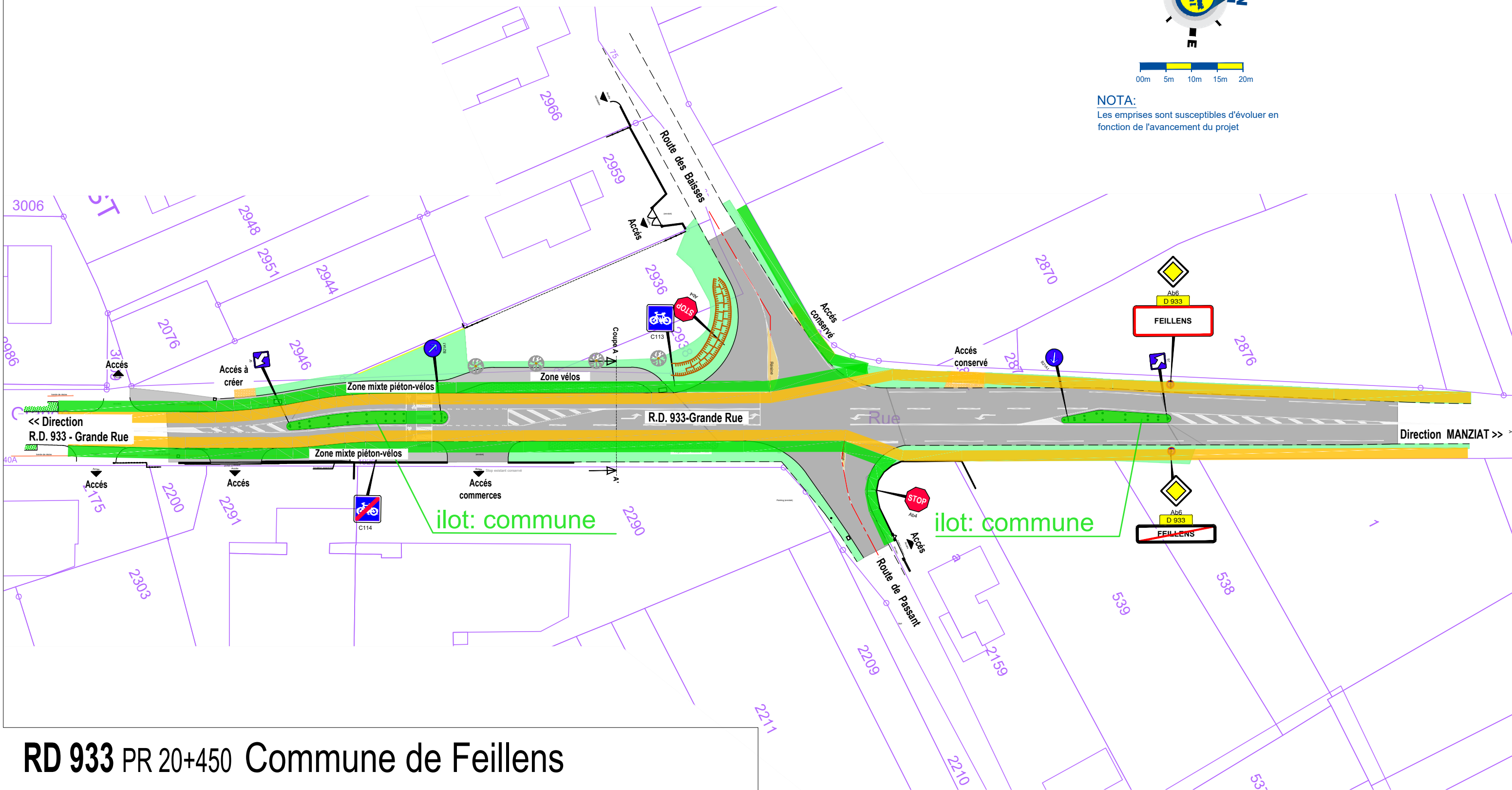
Octobre 2024



00m 5m 10m 15m 20m

NOTA:

Les emprises sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'avancement du projet



RD 933 PR 20+450 Commune de Feillens

Aménagement d'un Tourne à Gauche (TAG)

Plan des zones d'entretien ultérieur

Octobre 2024